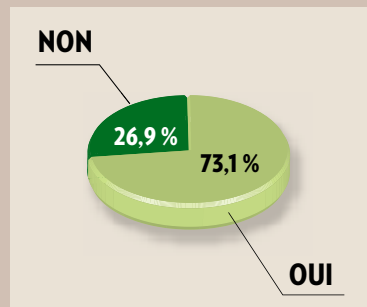


Vos votes

Baril à 117 dollars :
le pétrole est-il
vraiment cher ?



Vos réactions à nos articles

Un rapport propose
d'individualiser la carrière
des fonctionnaires

(17/4)

« Je ne comprends pas le tapage fait autour des mesures d'avancement au mérite dans la fonction publique. On entend dire partout, médias, syndicats et même gouvernement, que l'immense majorité des fonctionnaires est très compétente, fait bien son travail ! Je ne vois pas ce que ces fonctionnaires zélés ont à perdre ! Peut-être qu'ils ne sont pas tous aussi compétents et zélés ? »

Robert Hollinger

« Le syndicat FSU a raison : il s'agit bien d'une gestion des personnels "à la tête du client", dans le bon sens du terme naturellement ! Affirmer que, pour un poste donné, certains agents sont plus performants que d'autres est une vérité, une évidence que seule jusqu'ici la fonction publique refusait d'admettre. La rémunération "au mérite" pour cette catégorie de travailleurs constitue donc en soi une excellente nouvelle, à condition bien entendu que les critères d'évaluation des personnels soient pertinents. »

G. Deparis

Roselyne Bachelot dénonce
la « publicité mensongère »
de Leclerc sur les médicaments

(8/4)

« L'historique de vente de médicaments hors circuit officinal dans les pays européens montre aucune baisse significative du prix des médicaments (Portugal), voir d'une flambée pour certains (Espagne), d'ailleurs avez-vous vu les prix des denrées alimentaires baisser depuis l'instauration de la loi Chatel et la suppression des marges arrière ? Non, les prix n'ont pas baissé. Pourquoi ? Tout simplement parce que la grande distribution dispose du monopole de la vente des denrées alimentaires et autres produits. Auchan, Carrefour et Leclerc s'entendent à merveille. »

oliver77

Banques américaines : le pire de la crise est-il passé ?

A lors que les régulateurs engagent les banques à nettoyer au plus vite leur bilan, les principaux établissements américains ont publié des résultats trimestriels en forte baisse, plombés par de nouvelles provisions. Les dirigeants des banques se veulent cependant rassurants en estimant que l'essentiel des dégâts est désormais provisionné dans les comptes.

Oui : Tanya Azarchs

« L'impact des défauts de paiement sera moins douloureux »

Manifestement, les institutions financières américaines ont désormais évalué l'essentiel de leurs actifs risqués en valeur de marché (*marked to market*). Or, il s'agissait peut-être du facteur de risque le plus important pour le système bancaire. La difficulté pour les opérateurs de marché à apprécier l'ampleur des pertes potentielles a en effet suscité beaucoup d'incertitudes sur la liquidité des banques, créant une défiance généralisée chez les contreparties. Les dépréciations massives opérées sur les créances adossées aux crédits hypothécaires, accompagnées d'augmentations de capital pour renforcer les fonds propres, ont incontestablement marqué un tournant dans la gestion de la crise. Les banques vont certes devoir gérer désormais les défauts de paiement des emprunts immobiliers contractés par les particuliers. Ce sera un processus qui s'inscrira dans le temps mais plus facilement quantifiable et surtout moins brutal que les dépréciations opérées, parfois à la hache, sur des dérivés de crédit comme les ABS (*asset backed securities*) et les CDO (*collateralized debt obligations*). Il ne faut pas exclure que les banques réalisent à moyen terme de substantielles reprises de provisions sur ces segments et dégagent finalement des profits ! En attendant, il convient désormais de suivre attentivement les banques régionales, jusqu'ici largement épargnées par la crise du subprime mais néanmoins exposées au crédit immobilier. Et on peut s'interroger sur



Tanya Azarchs, directrice de la notation des établissements financiers chez Standard & Poor's.

la capacité de mastodontes, comme Citigroup, à renouer avec les profits cette année. Les prochains trimestres ne seront donc pas sans nuages. ■

Non : Christopher Whalen

« Pas de sortie de crise avant la fin de la chute de l'immobilier »

Les banques ne commenceront à sortir de la crise que lorsque le marché de l'immobilier aura touché le fond. Et je n'anticipe pas ce point bas avant 2009 au moins. Les pertes des banques liées au crédit aux particuliers vont donc continuer d'augmenter pour culminer l'année prochaine. Pendant quelques années, les banques américaines ont profité du fait que la Réserve fédérale ait grand ouvert les vannes du crédit. Je qualifie de surnaturel le taux de rendement de leurs capitaux propres (ROE) souvent supérieur à 20 % qu'elles affichaient alors. Même un établissement de second rang comme National City présentait un ROE de 25 % en 2005 ! Maintenant qu'un



Christopher Whalen, directeur général du cabinet Institutional Risk Analytics.

taux de défauts sur les crédits subprimes de l'ordre de 30 % n'est plus écarté, la génération actuelle des banquiers n'est pas prête au retour de balancier. Or, l'été 2008 risque de ressembler à l'été 2007, sauf qu'au lieu de paniquer sur les dépréciations d'actifs risqués, le marché s'alarmera des pertes liées au crédit aux particuliers. Les valeurs financières vont donc rester sous pression cette année et un grave problème risque de se poser aux banques : comment pourront-elles fonctionner une fois dilapidés les capitaux récemment levés ? Les marchés financiers sont illiquides, des hedge funds vont continuer à s'effondrer. Je ne veux effrayer personne, mais si en outre le taux des défauts sur les prêts accordés par les banques américaines bondit, on ne peut écarter la faillite d'une grande banque comme Citigroup. La chute de Bear Stearns a hélas prouvé que ce scénario n'est pas inconcevable. ■



D'une crise à l'autre

Nous sommes plus proches de la fin que du début », avance Richard Fuld, patron de Lehman Brothers. « Le pire est derrière nous », confirme Lloyd Blankfein de Goldman Sachs. Plus prudent, John Mack, PDG de Morgan Stanley, estime que la crise ne durera plus que « quelques trimestres ». Après les colossales provisions, pertes et augmentations de capital qui se sont succédées ces derniers mois, les banques américaines espèrent enfin voir la lumière poindre au bout du tunnel des crédits subprimes. Mais, pour Wall Street, tous les établissements de Wall Street ne sont pas logés à la même enseigne. Malgré une perte de 5,1 milliards de dollars au premier trimestre, les investisseurs ont applaudi la

volonté affichée par Citigroup, conglomérat financier international, de tailler dans ses coûts. Ils ont en revanche sanctionné Bank of America (BoFA), deuxième banque des États-Unis qui réalise l'essentiel de son activité sur le marché domestique. La raison est en simple : BoFA vient d'inscrire dans son bilan 6,45 milliards de provisions sur des crédits aux particuliers et aux PME. Si les effets collatéraux de la crise du subprime sur les activités de marché semblent désormais intégrés dans les comptes et dans les cours de Bourse, le nouveau motif d'inquiétude vient désormais de la banque de détail. Autrement dit, du consommateur américain et des entreprises.

ÉRIC CHALMET, À NEW YORK ■

Votre @vis

Votez sur ce débat

Sur le Web : latribune.fr
Par SMS : envoyez
Tribune oui ou Tribune non
au 61716 (0,35 euro par envoi
+ le coût du SMS)

Adressez vos commentaires

Sur le Web : latribune.fr
Par courriel :
vsegond@latribune.fr
ebenhamou@latribune.fr